

Question d'actualité au gouvernement (semaine 22)

Monsieur le Président,
Mes chers Collègues,

Ma question s'adresse à Monsieur le Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

S'il y a bien un sujet qui aurait du rassembler les Françaises et les Français, la grande majorité des usagers de la route et, bien entendu, la représentation nationale, c'est bien celui contre la mortalité sur nos routes.

Malheureusement, force est de constater que ce n'est pas le cas.

A l'issue du dernier Comité interministériel de la sécurité routière, les mesures annoncées, voire en partie exécutées dans l'urgence, sont déjà source d'incompréhension et de division : suppression des panneaux indiquant les radars fixes, interdiction à très court terme des aides à la conduite, port obligatoire de gilets à bandes réfléchissantes pour les motards, renforcement de l'arsenal répressif,...

Ma première interrogation porte sur la méthode qui vous a conduit à faire, dans l'extrême urgence, ces annonces.

C'est-à-dire : unilatéralement, sans évaluation de la politique engagée par le gouvernement contre ce fléau, sans concertation avec toutes celles et ceux qui s'intéressent à la route – je pense aux différentes fédérations représentant les conducteurs, aux constructeurs qui doivent être également mobilisés, et bien entendu aux représentants de la Nation que nous sommes et qui se sentent totalement concernés et force de propositions.

Vous n'avez pas fait ce choix. Je le déplore. Nous le déplorons.

La politique du tout répressif en matière de sécurité routière a montré ses limites.

Vous avez totalement abandonné le volet de la prévention, sauf à considérer que votre dernière trouvaille, le radar pédagogique, en fasse partie ?

Monsieur le Ministre, les conducteurs, dans leur très grande majorité, sont responsables. Les considérer autrement est une grave erreur.

Le combat que vous menez est beaucoup trop grave pour être traité dans la précipitation, avec des mesures aussi vides de bon sens.

Aussi, je vous demande de les suspendre, voire d'y renoncer instamment.

Il est grand temps de réduire et d'adapter votre vitesse aux conditions d'un retour au dialogue qui se veut constructif et surtout souhaité.